

Les crédits

● (1145)

Sauf que lorsque les contribuables acceptent de se serrer la ceinture, ils veulent en même temps comprendre pourquoi ils le font et à quoi vont servir les coupures qu'on leur impose.

Comme représentant du Bloc québécois dans un comté très agricole du Québec, chez nous, les cultivateurs, les agriculteurs, les producteurs laitiers se posent aussi ces questions: Le sacrifice qu'on me demande de faire aujourd'hui, à quoi va-t-il servir? Quelles sont les intentions du gouvernement? Quelle planification le gouvernement a-t-il prévue lorsqu'il fait des coupures dans mon domaine plutôt que dans un autre? Est-ce que le gouvernement veut faire en sorte de rétablir la situation afin que nous soyons plus compétitifs les uns avec les autres au Canada? Est-ce que le gouvernement veut faire en sorte de nous couper temporairement pour mieux nous aider sur un moyen terme, de telle sorte que l'agriculture québécoise et canadienne soit plus compétitive avec l'étranger? Est-ce que le gouvernement, par contre, a tout simplement décidé qu'il faut couper pour payer la dette, peu importe où on va couper, l'important c'est de faire l'opération coupure?

Il n'y a personne, aucun citoyen, qui, dans de telles situations, va accepter de faire un tel sacrifice.

Je m'excuse, monsieur le Président, j'aurais dû vous annoncer au début de mon allocution qu'à partir de mon intervention, et les orateurs qui vont me suivre vont partager leur temps en deux.

Je disais donc que c'est la façon dont ces coupures sont faites qui nous apparaît d'abord comme une certaine iniquité dans la façon d'avoir procédé. En effet, le gouvernement annonce l'élimination de la subvention annuelle de 560 millions pour le Nid-de-Corbeau et, d'autres l'ont dit avant moi mais je pense qu'il n'est pas inutile de le répéter, cette subvention s'applique surtout aux fermiers de l'Ouest et leur permet d'avoir des prix avantageux pour le transport du grain. Toutefois, pour aider les agriculteurs à encaisser la disparition de cette subvention, le ministre des Finances a prévu de leur accorder 1,6 milliard en compensation des pertes en valeur foncière de leur propriété, de même qu'un milliard en garantie de crédit pour l'achat de céréales, et un autre montant de 300 millions leur sera versé sur cinq ans à titre de mesure de transition.

On pourrait être satisfait d'une mesure comme celle-là. On peut dire: Tant mieux pour eux, les coupures ne leur feront pas trop mal, on coupe à une place et on leur en donne à l'autre. Là où cela fait mal c'est lorsque les producteurs québécois se comparent aux autres et constatent qu'ils n'ont pas un traitement équitable. Pensons aux producteurs laitiers. Le ministre des Finances diminue de 30 p. 100 en deux ans les subventions aux producteurs de lait, soit des coupures de 70 millions sur un budget actuellement de 300 millions. Ceci sans aucune compensation financière pour aider les producteurs du Québec à encaisser de dures compressions.

Dans le cas des gens de l'Ouest, on les plaint et on trouve qu'ils font pitié, on leur donne une compensation. Dans le cas de ceux du Québec on dit: Vous êtes habitués à souffrir, vous êtes habitués à avoir la couenne dure, on ne vous donne rien, débrouillez-vous.

Le gouvernement distribue 2,2 milliards en subventions aux fermiers de l'Ouest qui vont, en grande majorité, récupérer leurs pertes alors qu'il ne donne absolument rien en compensation des coupures qui affectent principalement les fermiers québécois.

Est-ce qu'on peut parler d'un Budget équitable devant un cas de favoritisme aussi évident? Je ne pense pas. Les conséquences de ces mesures inéquitables risquent de faire très mal aux agriculteurs québécois.

La Fédération des producteurs de lait du Québec soulève qu'avec cette généreuse compensation, les agriculteurs de l'Ouest pourront facilement concurrencer les fermiers québécois qui, eux, seront occupés à observer les coupures. Est-ce que c'est le but? C'est la question que j'ai posée au début.

● (1150)

Est-ce qu'on peut faire en sorte qu'il y ait des fermiers qui soient plus favorisés que d'autres au Canada? Est-ce qu'on veut spécialiser les productions? Est-ce qu'on veut spécialiser les cultures? Si on veut les spécialiser, il faudrait peut-être le dire. Peut-être que cela rendrait les gens plus compétitifs. Mais si on spécialise à la fois sur une même production, dans l'Ouest et dans l'Est, on met les Canadiens en concurrence l'un avec l'autre.

Peut-être que dans une situation différente, peut-être qu'après un référendum gagnant, la situation pourrait être celle-là. Et ça pourrait devenir une saine compétition, mais ce ne serait pas payer deux fois pour les mêmes contribuables. Chaque contribuable québécois paierait pour favoriser ses produits et chaque contribuable, dans le reste du Canada, paierait pour favoriser ses produits. Le Québec est capable de relever ce défi; non pas payer en même temps pour développer ses produits et ceux de l'Ouest. C'est là que l'iniquité est inacceptable.

On pourrait parler des producteurs de porcs du Québec aussi qui risquent d'être principalement touchés par ces subventions. On a récompensé l'Ouest et ceci crée un déséquilibre sur les marchés agricoles qui coûtera cher aux fermiers québécois. La réduction de 30 p. 100 des subventions est d'autant plus inéquitable qu'elle cible le lait de transformation dit industriel. Or, les producteurs québécois seront tout spécialement touchés, puisqu'ils produisent plus de 47 p. 100 du lait industriel canadien.

On revient toujours à la même question. Que veut-on faire avec le sacrifice que l'on demande aux Québécois? Quarante-sept pour cent de la production est faite au Québec, et on leur demande, sans aucune compensation, de produire et de maintenir une rentabilité. Veut-on en réalité aider l'industrie laitière à moyen et à long terme ou veut-on plutôt lui amener de la concurrence de la part des autres provinces du pays?

Une voix: Bonne question.

M. Laurin: Un autre aspect dont il faut absolument parler, ce sont les coupures. C'est un autre domaine de l'agriculture qui est fortement touché par le Budget Martin, malgré les engagements pris dans le livre rouge du gouvernement fédéral de ne pas couper les dépenses en matière de recherche et de développement. Pourtant, le Budget Martin sabre de façon draconienne dans les dépenses de recherche et développement.

Au ministère de l'Agriculture, un orateur précédent l'a dit lui aussi, les budgets de recherche seront coupés de 11 p. 100 au